

LA DIMENSION OUBLIÉE DES ANNÉES 1968 : MOBILISATIONS POLITIQUES ET CULTURELLES DES MINORITÉS NATIONALES EN AMÉRIQUE DU NORD - DYNAMIQUES PARTAGÉES, HÉRITAGES COMMUNS ?

Programme

Colloque du Réseau de la recherche sur la francophonie canadienne

du 1^{er} au 3 juin 2018

La Cité universitaire francophone, Université de Regina



Problématique

La période allant de la fin des années 1960 au début des années 1980 est marquée par le militantisme intense et le changement culturel rapide. Tant la « nouvelle gauche » étudiante que la « deuxième vague » féministe ébranlent les certitudes des sociétés occidentales. Mais il est un aspect de ce mouvement de fond qui demeure mal compris: les revendications collectives des minorités nationales.

Pour ces minorités nationales, les années 68 donnent naissance à de nouveaux mouvements politiques, qui mènent des luttes censées, soit assurer davantage d'autonomie (sans nécessairement aller jusqu'à l'indépendance politique) pour les collectivités qu'ils représentent, soit promouvoir une meilleure intégration économique de celles-ci, soit encore mettre fin à la discrimination à leur endroit. Le milieu universitaire n'est pas en reste, avec l'émergence d'un cadre de chercheurs qui se consacrent à l'étude de ces minorités nationales. C'est ainsi qu'au Canada, on voit se développer rapidement, mais en parallèle, tant les études acadiennes et franco-ontariennes que les études autochtones. Aux États-Unis, les revendications des Afro-Américains et des Chicanos contribuent à l'élan des études ethniques, et les recherches sur d'autres minorités nationales, dont les Cadiens, connaissent aussi un essor.

Les réalités des minorités nationales américaines sont certes différentes les unes des autres, tout en ayant, à certains moments, des points de rencontre. Le présent colloque cherche précisément à « décloisonner » l'expérience des Franco-Canadiens (que ce soit des Acadiens, des Québécois, ou des Canadiens français hors Québec) afin d'inscrire leur évolution dans l'histoire du monde occidental contemporain.

Remerciements

L'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne souhaite souligner le travail, le professionnalisme et l'engagement des membres du comité organisateur et du comité scientifique dans la mise en œuvre de ce colloque.

Comité organisateur	Comité scientifique
<p><i>Président</i> Michael Poplyansky – La Cité universitaire francophone (Université de Régina)</p>	<p><i>Président</i> Jérôme Melançon – La Cité universitaire francophone (Université de Régina)</p>
<p><i>Membres</i> Joel Belliveau – Université Laurentienne Pierre Bhérier – Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada Clint Bruce – Université Sainte-Anne Éric Chevaucherie – Association des collèges et universités de la francophonie canadienne Anne-Andrée Denault – CÉGEP de Trois-Rivières Frédéric Dupré – Assemblée communautaire fransaskoise Martin Durand – Patrimoine canadien Stéphanie St-Pierre – Université Sainte-Anne</p>	<p><i>Membres</i> Joel Belliveau – Université Laurentienne Janique Dubois – Université d'Ottawa Marie-France Kenny – Coopérative des publications fransaskoises Tudi Kernalegenn – Université catholique de Louvain Serge Miville – Université Laurentienne Martin Normand – Université d'Ottawa Jimmy Thibeault – Université Sainte-Anne denise truax – Éditions Prise de parole</p>

Le programme de ce colloque est défini par le Réseau de la recherche sur la francophonie canadienne (RRF), avec l'appui du Secrétariat national de l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne (ACUFC).

Site : <http://francophoniecanadienne.ca/rjf/>

 @RechercheFranco

Partenaires

L'appui financier des partenaires est essentiel pour encourager le dialogue entre les chercheurs de la francophonie nord-américaine en situation minoritaire. Comme à l'habitude, ces chercheurs proviennent de différentes régions et d'horizon divers : tantôt étudiant ou professeur, tantôt représentant communautaire ou gouvernemental. Les organisateurs du colloque sont donc très reconnaissants du soutien de ces partenaires qui stimulent ainsi la construction des savoirs et la vitalité des communautés.



Vendredi 1^{er} juin

15h00 - 17h00 Arrivée des participants et inscription au colloque

17h00 - 18h00 Ouverture officielle du colloque

Mot de bienvenue de **Thomas Chase**, vice-recteur de l'Université de Regina, de **Lynn Brouillette**, directrice générale de l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne d'**Emmanuel Aïto**, directeur de La Cité universitaire francophone, Université de Régina, et de **Michael Poplyansky**, professeur, président du Comité d'organisation du colloque du Réseau de la recherche sur la francophonie canadienne

17h30 - 19h00 Souper

19h00 - 20h30 Présentation des objets de mémoire des années 1968

Les conférenciers présenteront des artefacts (affiches politiques ou artistiques, poèmes, chansons, extraits de discours ou de films, pétitions) qui illustrent l'ambiance des années 1968 chez les Chicanos, les Acadiens, les Louisianais, les Premières nations, les Québécois, etc.

Samedi 2 juin

8h30 - 10h00

REGARDS CROISÉS SUR LES ANNÉES 1968 DES MINORITAIRES NORD-AMÉRICAINS

La ré-émergence politique autochtone des décennies 1960 et 1970 au Canada, ou le pari d'un recadrage conceptuel – **Jean-Olivier Roy**, chercheur postdoctoral, École des affaires publiques et communautaires, Université Concordia.

Bien que les Autochtones au Canada aient démontré, depuis le premier contact, une résistance continue au processus de colonisation de leurs terres et de leurs nations, les décennies 1960 et 1970 voient résurgence inédite de la résistance des Autochtones. Leurs revendications, à la base dites traditionnelles car situées dans une continuité historique, se trouvent réarticulées conceptuellement autour du nationalisme minoritaire, de la décolonisation et du socialisme. À travers les cas que constituent le mouvement Red Power, les sociétés de guerriers et les déclarations d'indépendance, la résistance autochtone de l'époque se voit fortement ancrée dans le contexte canadien et international propre à ces décennies d'ébullition sur le plan intellectuel et militant, et trouve une certaine résonance dans la poursuite de la résistance autochtone dans les années subséquentes.

Les militantes de Québécoises deboutte! au cours des années 1968 - **Daniel Poitras**, chercheur postdoctoral, Université de Toronto.

L'une des approches les plus stimulantes pour étudier les « années 68 » consistent à lire cette période à partir des expériences du temps qui s'y sont manifestées. Cette lecture, qui remet en jeu certaines des grilles et catégories souvent utilisées pour analyser cette période, est particulièrement pertinente pour aborder l'expérience des minorités ou des petites nations et, à l'intérieur de celles-ci, de divers

acteurs sociaux. En effet, alors que le rapport à l'histoire des groupes majoritaires glisse facilement vers l'universalisation, celui des minoritaires ne bénéficie pas des mêmes assises, ce qui les amène à expérimenter le temps différemment, notamment à travers la mémoire douloureuse, la crainte du confinement particulariste ou l'anticipation dystopique liée à leur disparition. Mais qu'en est-il des groupes marginalisés au sein de ces minorités ? En combinant l'approche des expériences du temps et l'histoire du genre, je propose d'étudier la façon dont les femmes qui ont écrit dans la revue *Québécoises deboutte!* (1971-1974) ont articulé leur propre rapport à l'histoire en fonction de trois indicateurs : leur relation avec le mouvement nationaliste (masculin), leur représentation de la condition minoritaire du Québec francophone en Amérique du Nord, et leur relation avec d'autres groupes de femmes hors Québec durant cette période. Il s'agira de déterminer comment ces femmes ont revendiqué une agentivité historique qui leur avait été longtemps (et qui leur était encore) déniée par les nationalistes, et comment l'espace et l'horizon d'expérimentation ouvert par les années 68 ont servi à cette construction.

Octavio Romano's Scathing of America: Creating a Nationalist Foundation Against Internal Colonialism - **Ignacio Garcia**, Brigham Young University. (Conférence en Anglais)

In 1967 an obscure anthropologist, Octavio Romano, at the University of California, Berkeley founded a journal with the name "El Grito"—the title referring to the cry for independence by the Mexican priest Miguel Hidalgo y Costilla—making it the first academic journal to deal with the issues confronting the Mexican population in the United States. In it, Romano laid the foundation for a nationalist critique of American society that would come to serve as the organizing principle for the Chicano movement. That critique emphasized that white—or Anglos as they knew them back then--social scientists and intellectuals had created a "rhetorical structure" that blamed Mexican Americans for their second-class citizenship, made them an ahistorical people, and caused them to turn against their own people. Instead of the picture painted by these "intellectual mercenaries", he wrote, Mexican Americans had a history, a myriad of philosophies that came from their lived experiences, and they had always fought against oppression. This critique would be similar to those made by other Third World revolutionaries and national liberation movements, though Romano would never become a Chicano activist or leader, instead choosing to become the father of "Chicano literature".

10h00 – 10h30

PAUSE

10h30 - 12h00

REGARDS CROISÉS SUR LES ANNÉES 1968 DES MINORITAIRES NORD-AMÉRICAINS

TABLE RONDE 1

Participants : **Joel Belliveau**, professeur agrégé d'histoire, Université Laurentienne, **Jean-Olivier Roy**, chercheur postdoctoral, École des affaires publiques et communautaires, Université Concordia; **Daniel Poitras**, chercheur postdoctoral, Université de Toronto; **Ignacio Garcia**, Brigham Young University.

Animateurs : **Stéphanie St-Pierre**, chercheure associée à la Chaire de recherche du Canada en études acadiennes et francophones, Université Sainte-Anne, et **Clint Bruce**, Professeur adjoint, titulaire de la Chaire de recherche en études acadiennes et transnationales, Université Sainte-Anne.

12h00 - 13h30

LUNCH

La recherche sur les francophonies d'Amérique : présentation des capsules vidéos

Au cours de l'année 2016-2017, la revue Francophonies d'Amérique a souligné son 25e anniversaire avec une série d'ateliers publics intitulée « La recherche sur les francophonies d'Amérique : trajectoires, transformations et pistes d'avenir ». La revue a aussi agi comme partenaires dans l'organisation du colloque de 2017 du RRF. Ces riches échanges interdisciplinaires et interrégionaux ont fait l'objet d'enregistrements complets (disponibles sur le site Web de la revue) de même qu'à l'élaboration de capsules vidéos thématiques. Ce matériel pourra servir d'outils pédagogiques et/ou de vulgarisation pour les professeurs, chercheurs et enseignants qui s'intéressent à la Francophonie canadienne. Ce travail a été rendu possible grâce à une subvention du Conseil de Recherche en Sciences Humaines.

13h30 - 15h00

LES MINORITÉS NATIONALES ET LA GOUVERNANCE DURANT LES ANNÉES 1968

Au carrefour des nations : la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, de passage à Fort Chimo (Kuujuuaq) - Lucie Terreaux, doctorante, Université de Nantes.

Nous proposons d'explorer les raisons pour lesquelles les Autochtones sont quasiment absents des travaux de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (1963-1970). Pendant les rencontres régionales qu'elle organise en 1964, cette question est pourtant posée de manière récurrente par des représentants, autochtones ou non, de la société civile, qui exhortent la Commission à ne pas oublier ceux dont l'antériorité historique au Canada est indubitable. Certains commissaires décident alors de se rendre dans l'Arctique de l'Est, et notamment à Fort Chimo (Kuujuuaq), pour consulter les Inuit sur cette question. Les représentants qu'ils rencontrent leur expriment alors leurs craintes à l'égard de l'élargissement des prérogatives québécoises et de la promotion de la langue française dans le nord du Québec, qu'ils perçoivent comme des menaces à leurs intérêts économiques et culturels.

La réaction des Inuit du Québec au mandat de la Commission lui révèle ainsi la difficulté théorique d'intégrer les Autochtones au modèle des deux peuples fondateurs, doublée de la difficulté politique de concilier leurs aspirations et celles de la province de Québec. C'est peut-être pour cette raison qu'après ce voyage, la possibilité d'une prise en compte de la question autochtone dans le modèle biculturel disparaît des réflexions de la Commission.

Gouvernement local ou non : un legs des réformes des années 1960 au Nouveau-Brunswick - Michelle Landry, professeure de sociologie, Université de Moncton et Julie Guillemot, Professeure en gestion de l'environnement, Université de Moncton.

Au Nouveau-Brunswick, entre 1965 et 1967, le gouvernement libéral déployait son important programme de réforme socio-économique, le programme Chances égales pour tous. Celui-ci est surtout connu pour la centralisation des services à la population, amenant une plus grande équité dans les domaines de l'éducation et de l'aide sociale entre les régions urbaines et rurales, ainsi qu'entre les Acadiens et les anglophones. L'une des facettes moins connues de ce programme est l'abolition des conseils de comtés qui a laissé le tiers de la population sans gouvernement local. Cette situation prévaut encore aujourd'hui et malgré les nombreux rapports publiés depuis et les incitatifs offerts depuis 2005 aux collectivités pour se municipaliser. Curieusement, les collectivités francophones ont plus tendance à se municipaliser. Nous exposerons la comparaison statistique des populations municipalisées et non municipalisées selon la langue maternelle et le degré de ruralité.

Nous dévoilerons aussi quelques résultats préliminaires d'entrevues sur les représentations des municipalités comme levier de pouvoir. Si la situation est particulière au Nouveau-Brunswick, cette contribution permettra d'inciter d'autres chercheurs à se pencher sur l'importance des gouvernements locaux pour les minorités de langue officielle.

Leonard Jones, Acadien honoraire ? Répercussions politiques d'un projet de jumelage municipal - Clint Bruce, Professeur adjoint, titulaire de la Chaire de recherche en études acadiennes et transnationales, Université Sainte-Anne.

Le nom de Leonard C. Jones, maire de la ville de Moncton de 1963 à 1974, demeure associé à son opposition farouche au bilinguisme et aux aspirations des francophones du Nouveau-Brunswick. Dans le célèbre film documentaire *L'Acadie, l'Acadie ?!* (1971), nous le voyons qui tente d'humilier des leaders étudiants venus s'adresser au conseil municipal et, pour poser un geste symbolique de leur révolte contre l'intolérance orangiste qu'incarnait le maire Jones, des jeunes militants de l'Université de Moncton de posent devant sa porte la tête d'un cochon. Or, en 1972, les villes de Moncton et de Lafayette en Louisiane, où vivent un grand nombre de descendants d'Acadiens victimes du Grand Dérangement, se lient par une entente de jumelage. Afin de marquer cette nouvelle relation entre villes-sœurs, des responsables de Lafayette souhaitent de cerner au maire Jones un certificat d'Acadien à titre honorifique (Honorary Acadian). Après l'avoir accepté dans un premier temps, il revient sur sa décision, par crainte de paraître appuyer le bilinguisme officiel au Canada. À peu près oublié, cet incident diplomatique tend à devenir une idée reçue et souvent répétée selon laquelle les initiatives en faveur de la diaspora acadienne seraient dépourvues de caractère politique. Cette communication cernerait justement la dimension d'affirmation ethnonationale qui peuvent caractériser les relations, formelles et informelles, encadrées par des jumelages de villes.

Notre présentation situera cette recherche historique par rapport aux résultats d'un projet plus large. Les villes ont une famille : enquête sur les jumelages municipaux aux provinces Maritimes. Il s'agira notamment d'examiner dans quelle mesure, et dans quels buts, les communautés francophones de l'Acadie ont poursuivi cette stratégie d'internationalisation dans la foulée des années 1968.

15h00 - 15h30

PAUSE

15h30 - 17h00

LA JEUNESSE DE 2018 FACE AUX ANNÉES 1968 : QUEL SENS DONNER À LA "REVENDICATION" ? - TABLE RONDE 2

Participants : **Rym Ben Berrah**, représentante de l'Ontario au Centre de la francophonie des Amériques, **Céleste Godin**, artiste et écrivaine acadienne, **Christine Letendre**, citoyenne engagée et ancienne militante de Québec solidaire, **Maggie Perkins**, doctorante, Université de Louisiane (LSU) et professeure à l'école d'immersion d'été, Université Sainte-Anne, et **Gillian Theoret**, Association jeunesse fransaskoise.

Animateur : **Clint Bruce**, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en études acadiennes et transnationales, Université Sainte-Anne.

18h00

BAC BASH - FÊTE POUR MARQUER LE 35^E ANNIVERSAIRE DE LA FONDATION DU BACCALURÉAT EN ÉDUCATION FRANÇAISE À L'UNIVERSITÉ DE REGINA

En présence des diplômés et des professeurs (anciens et actuels).

Présentation du livre *Contre toute attente: histoire de la présence francophone à l'Université de Regina*, de Michael Poplyansky et Abdoulaye Yoh, publié aux Éditions de la Francophonie.

Cette activité sera suivie d'un **cocktail dînatoire** et d'une **soirée dansante**.

Dimanche 3 juin

8h30 - 10h00

EXPRESSIONS CULTURELLES MINORITAIRES DES ANNÉES 1968

L'éloignement et le rapprochement des Canadiens français : Gabrielle Roy et les dynamiques du nationalisme dans les années soixante - **Jérôme Meélançon**, Professeur adjoint, La Cité universitaire francophone, Université de Regina.

Dans deux essais où elle présente le Manitoba – et plus généralement les Prairies – à des lecteurs du Québec, Gabrielle Roy relève la distance qui sépare les francophones au moment du développement du nationalisme au Québec et de ce qui a été nommé les révolutions tranquilles. Ses descriptions du Manitoba et de ses habitants visent à susciter un désir de rapprochement entre les Canadiens français et ceux qui commencent à se nommer Québécois. Elle répond de la sorte à l'éloignement dont elle a fait l'expérience puis rendu compte dans son autobiographie. Ces deux textes de 1962 et 1970, « Le Manitoba » et « Mon héritage du Manitoba », encadrent par ailleurs un essai à teneur philosophique, « Le thème raconté », rédigé pour l'exposition universelle Terre des hommes en 1967. Dans ce texte, Roy développe une pensée humaniste et universaliste qui sert d'horizon à la tâche qu'elle assigne ailleurs aux francophones de l'Ouest : celle de miroir des sociétés québécoise et canadiennes, tâche rendue possible par ces dynamiques d'éloignement et de rapprochement propres à ce que nous nommons désormais situation minoritaire. J'adopterai dans cette communication une perspective philosophique qui puisera aux essais de Gabrielle Roy pour développer les concepts d'éloignement et de rapprochement à partir de l'usage qu'elle en fait et de ses analyses descriptives et normatives des réalités sociales que ces concepts pourront désigner, en relation avec les dynamiques et les héritages des francophones à la fin des années soixante.

La longue décennie 1970 et l'affirmation de soi au Canada francophone : un regard à travers la poésie - **Émir Delic**, professeur, Université Sainte-Anne, et **Jimmy Thibeault**, professeur, Université Sainte-Anne.

S'étendant de 1968 à 1985 et mue par une variété de tendances contestataires et associatives, la « longue décennie 1970 » sonne non seulement le glas de l'ancien imaginaire canadien-français, mais marque aussi l'entrée dans la modernité de la francophonie canadienne contemporaine. Moteur autant que témoin, l'expression littéraire et artistique faisait partie prenante de cette transformation socioculturelle radicale qui, malgré un certain nombre de spécificités régionales, s'est globalement déployée sous le signe d'une affirmation de soi individuelle et collective. La poésie, surtout, en fait foi. En effectuant un survol de quelques textes phares des corpus québécois, acadien, franco-ontarien et franco-ouestien parus durant la longue décennie 1970, cette communication aura pour objet d'étudier quatre courants majeurs qui caractérisent les œuvres poétiques franco-canadiennes de l'époque et qui correspondent à autant de déclinaisons de l'affirmation de soi.

La parole historique en milieu minoritaire et la redéfinition d'un territoire francophone post années 1968 - **Stéphanie St-Pierre**, chercheure associée à la Chaire de recherche du Canada en études acadiennes et francophones, Université Sainte-Anne.

Si l'histoire joue un rôle central dans le projet nationaliste canadien-français élaboré au milieu du XIXe siècle, qu'en est-il du discours qui se développe après les États généraux? Quelles références historiques sont-elles présentes chez les historiens de la minorité au moment où le territoire du Canada français de jadis se redessine et se redéfinit? Dans le cadre de cette communication, j'explorerai le discours historique sur deux fronts. Premièrement, je situerai la parole historique qui se développe en milieu minoritaire dans les années 1970 et 1980 en analysant certaines publications de Gaétan Gervais et Robert Painchaud, historiens influents de l'Ontario et l'Ouest canadien. Deuxièmement, j'examinerai la prise de parole à saveur historique des intellectuels en milieu minoritaire. Je me pencherai plus particulièrement sur leur usage de l'histoire comme outil de revendication au cours des années 1970 et 1980 au moment de la création d'instituts, de revues et de centres de recherche en francophonie canadienne afin de comprendre en quoi cette institutionnalisation, qui a comme objectif de légitimer un objet d'étude, repose sur certains vestiges du discours historique nationaliste canadien-français. En décroissant l'analyse d'un discours historique, je souhaite apporter un nouvel éclairage sur les usages de l'histoire par les intellectuels qui œuvrent dans la diaspora canadienne-française dans l'après 1968.

10h00 – 10h30

PAUSE

10h30 - 12h00

UN RETOUR SUR LES ANNÉES 1968 AVEC LES ACTEURS DE L'ÉPOQUE - TABLE RONDE 3

Participants : **Greg Chabot**, écrivain dramaturge franco-américain, **Laurier Gareau**, historien fransaskois et **Jean-Marie Nadeau**, militant acadien, ancien président de la Société Nationale de l'Acadie et **Nicole Boudreau**, ancienne présidente de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

Animatrice : **Anne-Andrée Denault**, professeure de sociologie et chercheure associée à la Chaire de recherche sur la francophonie et les politiques publiques, Université d'Ottawa.

12h00 - 13h30

LUNCH

13h30 - 15h30

MOUVEMENTS D'AFFIRMATION IDENTITAIRE FRANCOPHONE DES ANNÉES 1968

La jeunesse fransaskoise dans les années 68: un portrait exploratoire - **Michael Poplyansky**, professeur, La Cité universitaire francophone, Université de Regina.

L'histoire des baby-boomers fransaskois des années 68 reste à faire. Tandis que le développement d'autres communautés francophones au Canada (les Franco-Ontariens, les Acadiens, les Franco-Manitobains) pendant cette période a été analysé, les Fransaskois demeurent passablement négligés. Nous nous intéresserons à trois lieux privilégiés pour la mobilisation de la jeunesse à la fin des années 1960 et pendant les années 1970 : le Collège Mathieu de Gravelbourg, le Centre d'études bilingues de l'Université de Regina, et le réseau associatif, notamment les associations de jeunes francophones qui commencent à apparaître en 1973. En examinant les archives de ces institutions, ainsi que le traitement médiatique des journaux locaux, nous verrons dans quelle mesure les jeunes francophones participent à la contestation ambiante de l'époque. S'inspirant d'autres travaux dans ce domaine

(Warren & Fortin, 2015; Belliveau 2014, Poplyansky, 2018), notre analyse portera tant sur la question nationale que sur des questions de mœurs. Cette recherche vise à mieux situer l'expérience des Fransaskois par rapport aux grands courants mondiaux, donnant ainsi aux membres de la communauté une meilleure appréciation des facteurs qui affectent leur développement collectif. Elle permet aussi aux jeunes Fransaskois d'aujourd'hui de mieux se situer par rapport au passé, d'y trouver des aspects de continuité et de rupture, et d'en repérer les éléments qui peuvent toujours être mobilisés.

*Une langue qui n'a aucune reconnaissance officielle » : La mobilisation pour les écoles fransaskoises avant et après la Charte, 1968 à 1990 - **Dustin McNichol**, historien et chercheur indépendant, Saskatoon.*

Cette communication explorera la mobilisation de la communauté fransaskoise pour les écoles francophones entre 1968 et 1982. Pendant ces années, la communauté fransaskoise s'organise et se bat de plus en plus contre le gouvernement provincial et les conseils scolaires anglophones pour la reconnaissance du français dans les écoles, ainsi que pour des écoles francophones. Malgré que des amendements législatifs à la School Act de la Saskatchewan en 1967 et 1968 mettent fin à plus de 30 ans de discrimination contre la langue française dans les écoles de la province, les Fransaskois, insatisfaits par ces changements minimes, militent de plus en plus en faveur des écoles unilingues francophones. En se mobilisant, la communauté fransaskoise a pris avantage de nombreuses opportunités politiques, notamment de nouvelles politiques du gouvernement fédéral. En même temps, la province et les conseils scolaires anglophones s'opposent au bilinguisme en éducation selon une logique d'autonomie provinciale et autonomie des conseils scolaires.

*Le grand chamboulement des francophones nord-américains - une dimension oubliée dans la narration des années soixante-huit ? Un point de vue allemand - **Ingo Kolboom**, professeur émérite, Université de Dresde.*

Lorsque les jeunes contestataires en Europe de l'Ouest, les futurs soixante-huitards, portaient leur regard outre-Atlantique, leur objet de désir ou d'obsession était - outre le Cuba de Castro et son martyr révolutionnaire Che Guevara - les États-Unis dont les contestations domestiques contre la guerre au Vietnam, contre les discriminations à l'égard des Noirs ou contre l'establishment tout court servaient de points de cristallisation pour les jeunes mouvements sociaux en Europe occidentale. Le réveil contestataire des Cajuns en quête de leur identité francophone ne figurait point dans cette optique étatsunienne. Encore moins celui des Acadiens et des autres minorités francophones dans la proximité canadienne. Exception faite pour le Québec et sa Quiet Revolution - et cela grâce au Général de Gaulle et à son appel historique « Vive le Québec libre ». Mais cette « exception québécoise » n'avait rien à voir, dans l'optique des soixante-huitards européens, avec ce sentiment universel de vouloir changer le monde. Au contraire, le réveil québécois s'attirait vite, toujours dans l'optique euro-occidentale, les foudres de la classification d'un séparatisme nationaliste, et à l'instar des nationalismes minoritaires européens, tels le breton ou le basque, donc rétrograde, menaçant l'image rêveuse d'un Canada uni et pacifique.

Lorsque les différents événements des années soixante se sont compactés sous forme d'une narration nommée « mai 68 », les témoins, les observateurs et les analystes peinaient toujours à transgresser leurs optiques nationales ou même leurs options antinationalistes et à reconnaître non seulement l'existence d'un « moment 68 » dans les différentes francophonies canadiennes mais, plus encore, le caractère international des mouvements identitaires des minorités francophones en Amérique du

Nord. Force est de se demander si ces derniers continuent à être ignorées dans les narrations soixante-huitardes commémoratives actuelles et, si oui, de raisonner sur les causes d'une telle absence durable, raisonnement qui n'épargne peut-être pas les francophones canadiens eux-mêmes ... « Qu'est-ce qu'on a fait de nos rêves / Les rêves de nos vingt ans ... » (Sylvain Lelièvre)

Quelle fête pour l'Acadie réinventée ? - **Joel Belliveau**, professeur agrégé d'histoire, Université Laurentienne, et **Michael Poplyansky**, professeur, La Cité universitaire francophone, Université de Regina.

Les années 1960 ont été témoin de grands bouleversements en Acadie du Nouveau-Brunswick. Dans un premier temps, le nationalisme dit « traditionnel » des élites définitrices de l'après-guerre a été vilipendé par un mouvement étudiant émergent, et tous ses références et symboles ont semblé, pour un temps, suspects ou passésistes. L'affirmation nationale elle-même a semblé de mauvais goût pour toute une génération d'étudiants, qui aspiraient à un rapport au monde plus cosmopolite et « ouvert ». Et pourtant, durant le moment 68, ce mouvement a rebasculé dans le nationalisme, non sans le réinventer, en transformant le discours et les objectifs. (Belliveau 2014). Néanmoins, plusieurs symboles nationaux séculaires, tels le drapeau et la fête nationale ont survécu et même prospéré dans la décennie des années 1970. Suivant les traces d'un article de Michael Poplyanski, nous tenterons d'expliquer cette réinvention du 15 août.

16h00 – 16h30

MOT DE CLÔTURE

Lundi 4 juin

ACTIVITÉ CULTURELLE POST-COLLOQUE

À la découverte des communautés métis (Batoche) et autochtones.

Itinéraire proposé :

8h00 - départ de Regina direction St Isidore-de-Bellevue - durée minimale du trajet 3h30

11h30 - visite de St Isidore-de-Bellevue - durée 1h00

12h30 - repas à St Isidore-de-Bellevue - durée 45 min.

13h15 - départ pour le Lieu historique national de Batoche - durée 15 min.

13h30 - visite du Lieu historique national de Batoche - durée 1h30 (minimum)

15h00 - départ pour le village de Duck Lake - durée 30 min.

15h30 - visite du village et du Centre d'interprétation de Duck Lake - durée 1h30

17h00 - départ pour Saskatoon - durée 1h00

18h00 - pause repas à Saskatoon - durée 1h00

19h00 - départ pour Regina - durée 2h30

21h30 - arrivée à Regina